

**2 Politique**

**Élections couplées à venir/PDS**

**Les candidates sensibilisées sur leurs chances**

H.N.M  
Libreville/Gabon

LE président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, a poursuivi la présentation de ses candidats femmes aux élections jumelées (législatives et Locales) d'octobre prochain. C'était au cours d'une rencontre organisée, mercredi dernier, au siège de son parti sis au quartier "Ancienne Sobranga", dans le 2e arrondissement de Libreville.

Dans son propos, le président du PSD, a invité ses candidates "à profiter de cette période de pré-campagne pour faire du porte-à-porte car, il faut montrer que la femme n'est pas un



Le président du PSD, Pierre-Claver Maganga Moussavou exhortant ses candidates à faire du porte-à-porte.

Photo : H.N.M



Une vue des femmes candidates aux élections d'octobre prochain.

Photo : H.N.M

être à considérer comme un maillon faible pour la société". Et d'ajouter : "Nous n'avons pas choisis ces femmes pour leur beauté ou leur élégance, mais pour leur capacité à diriger leurs

populations". En effet, sur les soixante-dix-neuf candidats en lice, dix-neuf sont des femmes. Tout en appelant au soutien des populations, Maganga Moussavou, a rassuré les

candidates du PSD en leur réitérant "qu'elles disposent des mêmes chances de victoire que tous les autres candidats". L'orateur a par ailleurs mis l'accent sur la "Provincialisation", en pré-

cisant que celle-ci vise à "donner les moyens nécessaires à chaque province, afin d'accroître son développement sur tous les plans, de sorte à ce qu'elles se reflètent au niveau national".

Cette mesure prioritaire, selon lui, doit s'arrimer avec la volonté du président de la République qui est d'offrir à chaque département son autonomie financière.

**A Lébamba**

**Hilaire Machima devra défendre son bilan**

IMM  
Lébamba/Gabon

Dans cette compétition politique où l'unique siège est également convoité par plusieurs prétendants. Parmi lesquels, les candidats des partis politiques de l'opposition, RHM, LD, RPG et DN qui prônent à l'unisson le changement.

C'EST Hilaire Machima, le député sortant qui défendra les couleurs du Parti démocratique gabonais (PDG), aux prochaines élections législatives du 6 octobre prochain, à Lébamba chef-lieu du département de la Louetsi-Wano. Il avait été appelé à se représenter au mois de mars dernier par l'ensemble des militants de base. Le voilà désormais investi par la hiérarchie de sa formation politique. Cependant, la compétition politique dans cette partie



Hilaire Machima exhortant les populations de croire au PDG.

Photo : IMM



Ici, il échange avec les populations de son fief politique.

Photo : IMM

de la province de la Ngounié promet des étincelles, d'autant plus que l'unique siège est vivement convoité par plusieurs autres challengers. Notamment, les candidats issus des formations politiques de l'opposition tels que RHM, LD, RPG, DN, USP, US, RAPID qui, à l'unisson, prônent le chan-

gement radical. Donc, cela promet, sur le terrain, deux styles politiques. Pour les candidats de l'opposition, il s'agira de porter les critiques acerbes sur l'action du parti au pouvoir, notamment le gouvernement et d'appeler au changement. Alors que le candidat du PDG, Hilaire

Machima, en sa qualité de député sortant, et pour avoir investi le terrain durant sa mandature, fera le bilan de ses actions politiques, sociales et humanistes dans le département. Il pourra ainsi laisser aux populations louvanoises la possibilité de rêver d'"un Lébamba meilleur" ; de

compter sur la nouvelle politique du président de la République dont l'objectif visé est le développement du Gabon. C'est sur cette base que les populations du département de la Louetsi-Wano auront à choisir leur futur représentant à l'Assemblée nationale. «Car la vie est un

choix, et pendant toute la vie nous faisons des choix. Mais, le plus difficile, c'est celui de faire le bon choix », a déclaré le ministre-candidat Machima. Il faut souligner que le membre du Bureau politique (MPB) du PDG est à l'assaut d'un troisième mandat.

**Au troisième siège de Bendjé**

**Alphonse Hasse Nziengui face au défi de l'hégémonie du PDG**

SYM  
Port-Gentil/Gabon

C'EST dans la salle des réunions du Parti démocratique gabonais (PDG), à Port-Gentil, que Alphonse Hasse Nziengui, candidat de cette formation politique au troisième siège du département de Bendjé, a été présenté aux militants et autres populations par le secrétaire départemental, Joseph Biarandi. En présence du secrétaire provincial, Albert Richard Royembo, et de la secré-

taire nationale en charge de l'Animation politique dans la province de l'Ogoué-Maritime, Claire Mandza. A cette occasion, Joseph Biarandi a indiqué que "Alphonse Hasse Nziengui est un militant rompu à la tâche pour avoir fait ses preuves en politique". L'orateur a notamment énuméré les expériences de l'intéressé comme directeur de campagne de feu Joseph Sossi qu'il a fait élire au deuxième tour des législatives de 2001 ; coordonnateur dans la coordination générale du département de Bendjé à l'élection prési-

dentielle de 2005 ; conseiller politique d'Honorine Dossou Naki pendant six ans, puis colistier au scrutin local de 2008. Alphonse Hasse Nziengui est membre du Bureau politique du parti au pouvoir. Le 6 octobre 2018, les électeurs du canton Anengue seront à nouveau invités aux urnes pour les élections législatives et locales jumelées. Bien que cette situation soit inédite dans l'histoire politique du Gabon, le PDG entend conserver son hégémonie dans cette circonscription. Notamment en ce qui



Le candidat Alphonse Hasse Nziengui présenté aux électeurs du canton Anengué.

Photo : Koumou/L'Union

concerne le poste de député remporter. D'ores et déjà, Albert Ri-

chard Royembo et Claire Mandza apprécient l'organisation mise en place par les responsables de la fédération du canton Anengue. Mais cela ne les a pas empêchés d'inviter les uns et les autres à jouer franc jeu jusqu'au bout. «C'est dans le travail bien fait qu'on reçoit des récompenses, vous êtes donc face à votre destin. Le siège d'Anengue doit être conservé. Il n'y a pas de raisons qu'il y ait une différence des voix entre les locales et les législatifs, sinon nous en tirerons les conclusions», ont-ils averti.